

Lorraine nord : jusqu'à 20 personnes entassées dans des squats

► [lasemaine.fr/lorraine-nord-jusqua-20-personnes-entassees-dans-des-squats](https://www.lasemaine.fr/lorraine-nord-jusqua-20-personnes-entassees-dans-des-squats)

Fabrice Barbian

15 mars 2024



Photo Creative Commons

Avec la crise du logement, les marchands de sommeil font des affaires à la frontière franco-luxembourgeoise. Et au-delà.

Le quotidien Le Monde a récemment consacré un reportage aux marchands de sommeil qui se multiplient dans les communes proches de la frontière luxembourgeoise (des deux côtés) afin d'y loger les travailleurs émigrés qui travaillent au Grand-Duché. Et ne peuvent pas s'y loger compte tenu du manque de logements et des prix pratiqués.

Mais la pratique ne concernerait pas uniquement les ouvriers pour des missions plus ou moins longues.

« De grandes maisons sont totalement réaménagées pour y créer le maximum de chambres facturées 1 000 euros par mois. Des logements qui intéressent notamment les jeunes salariés qui entament leur carrière au Luxembourg », a indiqué Isabelle Leg, consultante en immobilier au sein du réseau Coldwell Banker au Grand-Duché, lors d'une grande conférence sur le logement organisée, à Thionville, par l'Institut de la Grande Région, le 14 mars. Et ce qui vaut pour les salariés est aussi vrai pour les milliers de stagiaires accueillis, chaque année. On ne parle pas là de colocations plus ou moins accueillantes

mais de véritables « squats » parfois. Gérard Didelot, maire d'Herseange et vice-président de la Communauté d'agglomération de Longwy, a utilisé ce terme pour évoquer des « maisons où s'entassent plus de 20 personnes ».

Clémence Pouget, la maire de Yutz ou bien encore Pierre Cuny, le maire de Thionville, ont également confirmé le phénomène « dont il faut se préoccuper », preuve s'il en fallait qu'il ne se concentre pas (ou plus) uniquement sur la frontière.

La conférence l'a mis en lumière, la crise du logement qui frappe actuellement toute l'Europe est particulièrement vive sur le territoire frontalier où se concentrent de multiples difficultés. Ce qui n'est pas sans impacter durement les ménages les plus fragiles. « En 2018, 1 locataire sur trois n'avait aucune chance d'accéder à la propriété, en Lorraine Nord. Et cela s'est assurément encore durci depuis », a notamment précisé Michaël Vollot, chargé d'études à l'Agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine Nord (Agape).

Nous reviendrons largement sur cette conférence de l'IGR dans La Semaine du 21 mars.